

« Avec la physique, le dialogue consensuel est impossible »

Dans un entretien accordé à la CIPRA, Franz Josef Radermacher, expert en globalisation et intervenant à la conférence annuelle à Gamprin/FL, livre sa vision d'un nouvel ordre économique et social. Pour lui, l'évolution des Alpes dépend des structures globales. Ce membre éminent du Club de Rome estime que le rôle de la CIPRA consiste à pointer les problèmes au niveau adéquat.

Monsieur Radermacher, vous prônez un système éco-social à la place d'une économie de marché radicale. De quoi s'agit-il ?

Une structure de marché éco-sociale est une structure dans laquelle la politique impose au marché des conditions écologiques et sociales par le biais d'incitations, de lois, de règlements. La concurrence et le jeu du marché dans son ensemble se déroulent donc uniquement dans un cadre socio-écologique, comprenant par ex. la protection systématique de l'environnement et l'équilibre social.

Pour vous, les enjeux prioritaires sont-ils économiques, sociaux ou écologiques ?

Nos enjeux se situent à trois niveaux qui sont tous liés entre eux. D'un point de vue purement physique, nous ne pouvons pas contraindre l'environnement à faire ce que nous voulons. Avec la physique, le dialogue consensuel est impossible. Il faut donc intégrer dans le système économique les limites imposées par les lois de la physique. Sans équilibre social raisonnable, nous ne pouvons pas avoir de structures acceptables au plan politique. Nous devons donc intégrer au minimum l'éducation pour tous et une certaine protection sociale dans le système économique. Cela signifie que nous avons besoin de lois, par ex. sur la protection de la maternité, sur la prévoyance maladie, sur les retraites, sur le salaire minimum, etc. Nous devons les imposer au système économique. Et il faut également des lois qui imposent de payer des impôts, afin que nous puissions par ex. organiser l'éducation pour tous. En agissant ainsi, nous créons un monde meilleur et un système plus riche.

Qu'attendez-vous de la politique ?

La mise en œuvre de ces principes constitue la tâche fondamentale de la politique. Dans toutes les nations développées, la politique consacre la moitié de son temps à cette question. Fixer, par l'intermédiaire de la politique, des barrières de sécurité adéquates au système économique est précisément l'une des préoccupations majeures de la démocratie. La difficulté avec la globalisation de l'économie, c'est que cela n'est plus possible comme par le passé au niveau des démocraties nationales, car le système économique cherche à contourner ces barrières au niveau mondial. C'est pourquoi nous avons besoin aujourd'hui de réglementations éco-sociales globales : sans cela, les Etats nationaux ne réussiront plus, avec les instruments de notre démocratie, à bien gérer les choses aux yeux de la majorité de la population.

Vous esquissez trois scénarii : collapsus, brésilianisation, c.-à-d. inégalité sociale, et équilibre. Quelle est ici la position des Alpes ?

Jusqu'à présent, les Alpes sont gagnantes. Elles se situent dans l'une des meilleures régions du monde, à savoir l'Europe. C'est en Europe que la régulation de l'économie est la mieux réussie. Naturellement, l'Europe subit aussi une pression insensée. Mais dans l'ensemble, en Europe, nous avons fait énormément pour protéger l'environnement et pour permettre l'équilibre social, notamment en direction des agriculteurs de montagne. La difficulté, c'est l'avenir. L'avenir par exemple sur fond de catastrophe

climatique et de globalisation galopante. Si le scénario du collapsus écologique ou de la brésilianisation se réalise, les conditions vont devenir très, très difficiles pour les habitants des Alpes. Bien plus mauvaises qu'aujourd'hui. Dans un monde d'équilibre en revanche, elles deviendront encore meilleures. Ainsi, la manière dont nous développons les structures globales va déterminer la manière dont les choses vont évoluer dans les Alpes. Ce n'est pas un thème spécifique aux Alpes, c'est un thème qui intéresse l'ensemble du globe. Si nous faisons les choses correctement au niveau mondial, les Alpes auront un très bel avenir. Si nous nous trompons au niveau mondial, les Alpes souffriront elles aussi énormément.

Quelle peut être la contribution d'une ONG alpine comme la CIPRA ?

La CIPRA a un rôle important à jouer, car les problèmes de la planète doivent être réglés selon une logique de subsidiarité. Il existe des problèmes globaux qui doivent être réglés globalement, et il existe des problèmes transfrontaliers qui doivent être réglés dans ce contexte transfrontalier. Il pourrait par ex. s'agir des thèmes rencontrés le long des cours d'eau ou le long des massifs montagneux. Cela concerne entre autres les Alpes et la Convention du Rhin. Les problèmes vraiment importants ne peuvent être réglés que sur place. Naturellement, si les conditions définies au niveau supérieur ne sont pas adaptées, les problèmes ne peuvent pas être vraiment réglés de façon satisfaisante au niveau inférieur. Mais même dans ce cas, c'est au niveau inférieur que les problèmes se posent. Et on a besoin à chaque niveau d'une interaction entre l'économie, la politique et la société civile. Cela signifie que l'on a besoin de la CIPRA pour aborder les problèmes au niveau des Alpes. Je considère que c'est un grand progrès de disposer d'une convention-cadre pour les Alpes et de partager par delà nos frontières une préoccupation commune, à savoir la protection des Alpes. Et je trouve très positif qu'il existe une ONG qui, parallèlement au processus politique, soulève toutes ces questions à partir de la société civile. C'est exactement ce dont nous avons besoin.

La voix de la CIPRA est-elle prise au sérieux ?

La CIPRA est à prendre au sérieux au même titre que les milieux politiques et économiques. En règle générale, le problème n'est pas que les économistes et les politiciens ne prennent pas au sérieux ce que des gens sérieux racontent, car ils le savent déjà. Le problème, c'est ce nous pouvons faire. Que pouvons-nous faire face à la globalisation de l'économie ? Que pouvons-nous faire dans le cadre de l'OMC ? L'agriculture est un volet important de la vie dans les montagnes. Il s'agit d'une agriculture pratiquée dans des conditions extrêmes. La question est de savoir quelles marges de manoeuvre l'actuel traité de l'OMC nous laisse dans ce domaine. Il existe des principes raisonnables ancrés au niveau européen, qui doivent être appliqués au niveau national. Mais on voit alors surgir des problèmes entre les agriculteurs de montagne et les autres agriculteurs. Là, le problème ne concerne plus la politique, mais la fédération paysanne, l'ensemble du secteur agricole, qui regroupe des acteurs et des intérêts très disparates. On s'aperçoit soudain que du point de vue économique, les agriculteurs de montagne constituent un petit groupe. Il est difficile pour ce petit groupe de faire entendre son point de vue. Ne serait-ce qu'entre pays avec massifs montagneux et pays sans, où la production est beaucoup plus importante. La différenciation interne de la question agricole constitue déjà en elle-même un défi. En clair, il ne s'agit pas avant tout d'écouter et de comprendre. Ce qui compte en définitive, c'est de faire prévaloir la raison dans des conditions de pouvoir impliquant des processus politiques très compliqués.

Gamprin/FL, 17 septembre 2009
Barbara Wülser, CIPRA International